



Compte rendu des plénières

Plénière d'ouverture

La plénière d'ouverture de cette édition des Rencontres TEPOS a mis en lumière le rôle des individus dans les projets de transition territoriale.

Table ronde : Territoires pionniers et territoires nouvellement (ré)engagés, quel rôle des élus et décideurs ?

La table ronde a mis en lumière le rôle des élus et décideurs dans l'engagement territorial. Comment faire tenir l'engagement territorial dans la durée ? Comment partir d'une trajectoire définie par un précédent exécutif ? Comment passer un cap dans une démarche historique en mettant de côté toute posture partisane ? Quelle organisation du travail mettre en place en sous-main au-delà de l'idéologie politique ?

Jean-Marie Oudart, Vice-Président à la transition aux Crêtes Préardennaises, interrogé sur le secret du territoire pour rester pionnier depuis 20 ans, a souligné le nécessaire engagement citoyen, l'ingénierie dédiée (bien identifiée et constante), le portage politique fort et constant par un ou plusieurs élus plutôt militants, l'accès à des programmes régionaux, nationaux et européens pour se donner les moyens financiers d'une action ambitieuse, l'apport des

réseaux tels que le CLER qui permettent d'élargir son regard, de prendre du recul, de se renforcer, de se remobiliser. Et, en clin d'œil à Rebecca Bourrut, chargée de mission Climat Énergie, Jean-Marie a rappelé qu'un duo « chargé de mission/élu référent » qui fasse équipe est indispensable !

Lucas Nyszak, Directeur général des services de Loos-en-Gohelle, a quant à lui mis de l'avant l'importance du projet de services, au-delà du portage politique fort, pour que les services suivent cette ligne politique. Il nous a notamment parlé de l'importance du recrutement des agents : être à la recherche de savoir-être au-delà des savoir-faire, de profils éventuellement militants, de personnalités fortes, qui viennent parfois challenger l'organisation. La question du sens, de la mise en récit - très nourrie à Loos-en-Gohelle - peut ainsi permettre de motiver certains candidats au-delà des conditions matérielles. Il note aussi l'importance de la montée en compétences des agents, sur les enjeux de société liés à l'énergie et au climat au-delà des problématiques techniques

Aude Vanhaeringen, cheffe de mission Transition écologique au Département Puy de Dôme, qui porte un projet ambitieux de transition écologique, a identifié les facteurs clés de succès pour qu'un leadership pérenne permette d'assurer les changements, tant politiques qu'au niveau des services. Elle nous a parlé de zones "d'ancrage" (organisation interne, création d'une fabrique locale, budget écocitoyen), de la question de l'expertise dans les démarches de transition, des leadership "distribués" et de l'organisation des rapports de force.

Enfin, Sylvain Godinot, 2ème Adjoint Transition écologique et patrimoine à la Ville de Lyon, Conseiller de la Métropole de Lyon, était présent en visioconférence pour nous faire état des principaux challenges d'une nouvelle équipe après un changement de cap politique, et de la façon dont tout cela s'organise.

>> Retrouver les interventions dans la vidéo de la plénière d'ouverture

A partir de la minute :	Intervention
47:08:00	Sylvain Godinot, 2ème Adjoint Transition écologique et patrimoine à la Ville de Lyon, Conseiller de la Métropole de Lyon
58:36:00	Jean-Marie Oudart, Vice-Président Transition énergétique et écologique – Agriculture et alimentation durables à la Communauté de Communes des Crêtes Préardennaises, Maire de Poix-Terron
01:05:00	Lucas Nyszak, Directeur général des services de Loos-en-Gohelle
01:13:00	Aude Vanhaeringen, cheffe de mission Transition écologique au Département Puy de Dôme
01:27:00	Réponses aux questions de la salle

Témoignage vivant

Cette année, Christel Sauvage, initialement Docteure en biologie moléculaire, nous a raconté son parcours. L'influence de cette personnalité haute en couleur a contribué à forger les planifications énergétiques territoriales locales.

Temps de prise de recul : La route en communes

Un temps de prise de recul a permis aux auditeurs de découvrir le projet de la [Route en Communes](#) mené par Ulysse Blau qui est parti à vélo en 2019 interviewer plus de 64 maires tirés au sort dans le Calvados (Normandie) sur la gestion des ressources et l'implication des citoyens.

Tribune du réseau TEPOS : “Crise de l'énergie: les TEPOS résistent ! “

Nombreux sont les élus locaux à redouter l'arrivée de l'hiver pour leurs concitoyens les plus précaires, pour le maintien des services publics et pour la capacité de résilience des acteurs économiques de leur territoire. Nous, Réseau des territoires à énergies positives (TEPOS), œuvrons depuis 12 ans pour expérimenter des trajectoires de transition opérationnelles. Notre expérience prouve qu'il est possible de prévenir les chocs énergétiques dans les territoires, d'augmenter leur résilience face aux crises énergétiques. Les solutions existent et sont connues de l'État. Reste à les démultiplier pour aller plus loin, et plus vite.

L'inaction de l'État coûte cher

La crise énergétique actuelle risque de précipiter des territoires dans la précarité énergétique et l'affaiblissement des services publics de proximité. Les collectivités se trouvent devant une équation insoluble : maintenir leurs services avec des budgets réduits et assumer une multiplication par deux à trois de leur facture d'énergie. La transition énergétique est une condition de résilience de nos territoires, les dépenses associées ne peuvent plus subir de mesures d'austérité. Il est désormais indispensable de donner les moyens à tous les territoires français de résister à cette crise et de prévenir les suivantes. Fini la loterie des financements d'État ! Nous avons tous besoin de moyens pérennes !

Les TEPOS visionnaires

Dans nos territoires et de façon volontariste pour lutter contre le changement climatique, nous avons diminué nos coûts énergétiques grâce à deux leviers : des actions de sobriété et d'efficacité énergétiques, et des actions d'autonomie énergétique avec l'installation d'énergies renouvelables territorialisées. Ces actions nous permettent d'envisager avec moins d'angoisse que d'autres territoires le passage de l'hiver. Même si les impacts se font

malgré tout sentir sur les budgets de nos collectivités, et en domino, sur les aides sociales. Or, nous savons que les services publics permettent d'absorber les crises.

Devenir 100% renouvelable est possible à l'échelle nationale comme l'ont montré les récents exercices prospectifs. En plus des bénéfices locaux indéniables, le développement des énergies renouvelables est d'utilité nationale, [elles rapportent à la France l'équivalent du budget du ministère des Solidarités et de la santé](#). Pour preuve, le projet de loi sur l'accélération des énergies renouvelables prévoit que ces énergies et leur raccordement aux réseaux (gaz et électricité) "répondent à une raison impérieuse d'intérêt public majeur".

L'État doit encourager les collectivités à s'engager dans le modèle TEPOS afin de réduire la vulnérabilité de notre pays, et les aider à passer cet hiver et les suivants.

Où sont les ingénieur.e.s territoriaux ?

Pour animer les discussions territoriales, répondre aux appels à projets, rédiger des appels d'offres, partager l'expérience, suivre les projets, les territoires ont particulièrement besoin de salariés permanents portant une vision transversale et animant l'ingénierie territoriale de la transition.

Or, les collectivités locales, en plus de faire face à ces crises systémiques, sont aujourd'hui en première ligne face à des difficultés de recrutement. Nouveau paradoxe : les étudiants de la génération climat multiplient les appels à bifurquer et les collectivités locales manquent de talents pour accélérer leur transition. La transition motive à condition qu'elle fasse vivre. L'État peut mettre en place les conditions financières et juridiques permettant aux territoires de sécuriser des postes sur du long terme – au moins un permanent dans chaque intercommunalité –, faciliter la formation et les évolutions de carrières des fonctionnaires pour la transition écologique, simplifier les cadres juridiques d'accès aux financements publics au lieu de favoriser l'inflation normative empêchant la créativité locale, ... autant d'engagements qui donneront du grain au moulin législatif.

Conjuguons capacité d'investissement, moyens humains, visibilité budgétaire et agilité de fonctionnement dans les territoires pour que l'élan des TEPOS gagne tout le territoire !

Plénière de clôture

Table ronde : La résilience des territoires à l'épreuve de la crise énergétique

Sujet incontournable du moment, la crise énergétique a fait l'objet de la première table ronde de clôture. Les quatre intervenants ont par leurs regard et expérience permis de mieux comprendre l'origine de l'envolée des prix sur les marchés de gros de l'énergie et sa traduction sur les factures et ses répercussions dans les territoires.

Hélène GASSIN, consultante spécialisée, ancienne commissaire à la commission de régulation de l'énergie est revenue sur la chaîne de déterminants de la crise actuelle : hausse des prix dès l'automne 2021 du gaz, des quotas de CO2 et de l'électricité (x3), l'incertitude sur la disponibilité du parc nucléaire français (opérations de maintenance et problème de corrosion sous contrainte), éclatement de la guerre en Ukraine et les tensions sur l'approvisionnement en gaz (prix du gaz multipliés par 10 impactant le prix de l'électricité) et plusieurs réacteurs nucléaires effectivement à l'arrêt (flambée des prix de l'électricité). La publication des scénarios d'approvisionnement en électricité par le gestionnaire de réseau RTE n'a pas suffi à apaiser les marchés.

Pour le Syndicat Intercommunal d'Énergie du Maine et Loire, l'emballement des marchés de gros rend très difficile la conclusion des contrats pour l'achat groupé d'énergie dont il a la charge pour les collectivités de son périmètre. Emmanuel Charil est coincé entre les règles et temporalités de la commande publique et la volatilité des marchés de gros. En moyenne, les hausses seront de 30% pour l'électricité, et de 300% pour le prochain marché gaz. Au-delà de l'énergie, c'est l'ensemble des marchés de travaux qui sont touchés par les tensions sur les matières premières et l'inflation. De nombreux marchés publics ne sont pas attribués. Les activités économiques risquent de se trouver en difficulté.

Pour la métropole Rouen Normandie (499 000 habitants), la facture d'électricité va être multipliée par 2,4 en 2023 tandis que celle de gaz va augmenter de 40%. Rappelons que les principaux postes de consommation de la métropole sont l'éclairage public (à hauteur de 40%), l'eau potable et l'assainissement (25%), le parc de bâtiments publics (20%). C'est l'équilibre budgétaire de la collectivité qui est en jeu, sans parler des conséquences sociales de la crise. Les services de la métropole estiment que la facture énergétique du territoire va être multipliée par 2,5, entraînant nombre de ménages en situation de précarité énergétique. Sans compter l'inflation, 1 ménage sur 4 de la métropole sera en situation de précarité énergétique dans leur logement et 1 sur 2 en considérant en plus les dépenses de mobilité.

Dans ce tableau peu réjouissant, Patrick Barbier, le maire de Muttersholtz (2000 habitants), affichait une mine plutôt décontractée. Grâce à la [démarche TEPOS engagée depuis deux mandats](#), l'augmentation de la facture d'énergie de la commune restera maîtrisée. Les bâtiments publics rénovés au niveau BBC ou passifs n'ont quasiment plus besoin de chauffage, la production de trois turbines hydroélectriques couvrent les consommations d'électricité. A la question récurrente "Est-ce que c'est rentable d'investir dans la transition énergétique ?", le maire aime rappeler que ce n'est pas plus rentable d'investir dans des trottoirs ou des ronds-points ! Avec la crise, cette question devrait ne plus se poser. L'inquiétude porte en revanche sur l'exposition des concitoyens et entreprises à la crise.

Le tour de table des réactions et solutions déployées a été ouvert par Hélène Gassin pour faire un point aux échelles nationale et européenne. La première réaction à l'échelle nationale a été de préserver les consommateurs particuliers de la hausse des prix par la mise en place le bouclier tarifaire et la baisse de la Contribution au service public d'électricité (CSPE). Au niveau européen, il a d'abord été recherché de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz. La seconde réaction, commune à l'échelle européenne et nationale, concerne un appel généralisé à la sobriété et l'accélération de la production d'énergies renouvelables. L'Union européenne a su mettre à profit la capacité de discussion et de coordination qu'elle avait mise en place pour faire face à la crise covid pour gérer la question de l'approvisionnement en gaz, le remplissage des stockages, notamment. Une logique de plafonnement des revenus des producteurs d'électricité est en cours de discussion au sein du Conseil des ministres européens (en France c'est déjà fait pour les producteurs d'énergie renouvelable). La discussion pour rendre obligatoire un niveau de baisse de consommation d'énergie n'a en revanche pas abouti. Le plan de sobriété de la France (sortie attendue pour le 6 octobre) fixe un objectif de réduction de 10% en deux ans des consommations nationales d'énergie. En parallèle une circulaire pour accélérer l'installation d'unités de production d'énergie renouvelable a été publiée pour rappeler aux préfets qu'il faut instruire les dossiers. En effet de nombreux projets sont bloqués pour des questions administratives. Selon l'association négaWatt, il est possible de réduire la consommation d'énergie française de 13% en deux ans, carburant compris. Sur le parc bâti résidentiel et tertiaire, le potentiel de réduction à court terme est même de 30% sans travaux de rénovation lourde. Stopper la ventilation des bâtiments tertiaires en période d'inoccupation permettrait d'économiser l'équivalent de trois à quatre réacteurs nucléaires à l'échelle nationale !

Le syndicat d'énergie du Maine et Loire a mis en place un plan d'urgence dès juin 2022. Malgré les 4 millions d'euros mis sur la table, Emmanuel Charil sait que les solutions proposées ne sont malheureusement pas suffisantes pour faire face à l'emballement des prix de l'énergie. Toutefois, elles permettent de donner un peu d'air aux communes de façon à engager des actions de maîtrise de l'énergie peu coûteuses mais dont l'effet sera rapidement visible sur la facture. Équiper les communes pour un suivi hebdomadaire de leurs consommations et accompagner celles qui le souhaitent en matière de sobriété sont les principales propositions faites aux communes en plus des accompagnements de fond

sur la rénovation énergétique du patrimoine public. Le rôle du syndicat est aussi d'aider les communes à prendre conscience de la crise et à transformer l'électrochoc en actions concrètes.

La métropole de Rouen peut s'appuyer sur son système de management de l'énergie en place depuis 2017 pour mobiliser ses services dans l'urgence. Mais urgence ne veut pas dire précipitation, nous a rappelé Florent Fenault. Si l'analyse des consommations permet de mettre en évidence les principaux gisements d'économie d'énergie, les mesures de sobriété doivent être négociées avec les services et les usagers pour être acceptées et ainsi devenir effectives. Un dialogue social doit être opéré sur les mesures qui touchent au confort, au niveau de service public rendu, etc. La réussite du plan de sobriété repose plus sur la capacité de coordination du service énergie que sur leurs compétences techniques. Dans la priorisation des actions, au-delà de l'efficacité intrinsèque d'une mesure, son effet d'entraînement potentiel doit aussi être considéré. Par exemple, changer la flotte de véhicules a un effet réduit sur la facture énergétique de la métropole mais c'est un symbole fort pour la population.

A Muttersholtz, les réflexions sont en cours pour embarquer entreprises et citoyens sur la route des économies d'énergie : ouvrir la communauté d'auto-consommation collective aux entreprises de la commune, lancer un appel à idées en matière de sobriété dans le journal de la commune, soutenir la mise en place d'une centrale solaire villageoise... Ce ne sont pas les idées ou les sources d'inspiration qui manquent entre le réseau TEPOS et les communes de l'autre côté du Rhin ! Patrick Barbier a tenu à rappeler en conclusion le besoin de revoir nos politiques d'aménagement : "un village qui s'étale ne peut pas être économe en énergie".

>> Retrouver les interventions dans la vidéo de la plénière de clôture

A partir de	Intervention
00:09:36	Hélène Gassin, consultante spécialisée, ancienne membre de la Commission de régulation de l'énergie <i>Les origines de la crise</i>
00:17:23	Emmanuel CHARIL, Directeur général des services Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine et Loire <i>Les manifestations de la crise sur l'activité d'un syndicat d'énergie</i>
00:23:20	Florent Fenault, Directeur adjoint à la Transition Energétique de la Métropole Rouen Normandie <i>Les manifestations de la crise sur une métropole</i>
00:29:38	Patrick Barbier, Maire de la commune de Muttersholtz <i>Les manifestations de la crise sur une commune TEPOS</i>
00:38:05	Hélène Gassin, consultante spécialisée, ancienne membre de la Commission de régulation de l'énergie <i>Réactions à l'échelle nationale et européenne</i>
00:45:15	Emmanuel CHARIL, Directeur général des services Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine et Loire

	<i>Mesures adoptées par le syndicat d'énergie pour ses adhérents</i>
00:51:30	Florent Fenault, Directeur adjoint à la Transition Energétique de la Métropole Rouen Normandie <i>Comment la réaction s'organise au sein de la métropole</i>
00:57:21	Patrick Barbier, Maire de la commune de Muttersholtz <i>Les perspectives d'avenir pour la démarche TEPOS</i>

Table ronde : Le Réseau TEPOS à l'heure des grands défis énergétiques

Le Réseau TEPOS arrive à une phase de maturité en célébrant ses 12 ans cette année. La séquence TEPCV est terminée, nous attendons la deuxième séquence des CRTE et leur éventuelle évolution, les différents scénarios prospectifs (RTE, ADEME, négaWatt) ont dévoilé des orientations pouvant guider les actions des territoires, la crise énergétique et la sobriété sont au coeur des discussions et des enjeux... En quoi le Réseau TEPOS peut permettre aux territoires de faire face aux grands défis énergétiques ? Pour répondre à ces interrogations, cinq acteurs de la transition se sont exprimés autour de cette table ronde :

- Stéphane Chatelin, Directeur de l'association négaWatt,
- Jacky Aignel, ancien maire du Mené, parrain du Réseau TEPOS,
- Madeleine Charru, chargée de projets, déléguée aux partenariats de Solagro, marraine du Réseau TEPOS,
- Gérard Thomazon, Maire de Bussière Saint Georges, Vice-Président du Syndicat Est Creuse en charge du TEPOS, structure membre du Réseau depuis 2021 et membre de la Commission Territoires du CLER
- et Yannick Régnier, DG de l'association Biovallée, ancien animateur du Réseau TEPOS.

Stéphane Chatelin a ouvert la table ronde en présentant les grandes lignes du scénario négaWatt, qui repose sur les gisements physiques mobilisables parce qu' "on peut changer les règles socio-économiques mais pas les règles de la physique!" Les ordres de grandeur partagés ont donné le vertige à nombre de participants. En voici quelques uns :

- réaliser 800 000 rénovations complètes et performantes (type BBC) par an à l'horizon 2030 contre 30 000 aujourd'hui. Ça veut dire un nouveau chantier qui s'ouvre (ou se termine) chaque jour ouvré.
- d'ici 5 à 10 ans, 15 000 à 20 000 m2 de panneaux photovoltaïques à installer chaque année sur un territoire de 20 000 habitants (l'équivalent des Crêtes Préardennaises). Ça signifie chaque année 250 nouvelles maisons équipées, plus 25 bâtiments tertiaires ou hangars agricoles, et un grand parking équipé d'ombrières et tous les 5 ans un parc au sol d'un hectare.

- multiplier par deux le nombre d'éoliennes terrestres d'ici à 2050.
- Mettre en service 500 méthaniseurs de taille moyenne par an, soit environ 5 par département.

Ces chiffres sont bien entendu à adapter en fonction des contextes territoriaux et de la réalité des gisements mobilisables, mais ils permettent de prendre conscience de la hauteur de la marche. Le réseau TEPOS pourrait avoir un rôle à jouer pour faire en sorte que "les opérations exemplaires d'hier deviennent la norme dès demain". Cet engagement à suivre la trajectoire négaWatt doit se faire par une démarche cohérente et concertée, et pas dans l'urgence. Madeleine Charru nous a rappelé que l'apport des TEPOS est bien d'inscrire l'énergie dans une démarche stratégique de territoire. Jacky Aignel, parrain du Réseau TEPOS, nous a dit, dans ses mots à lui, que le Réseau TEPOS, c'est le lien de proximité entre les "faisous" et pas les "causous" : c'est l'école des anciens aux plus jeunes, comme on apprend de ses parents qui ont appris de leurs parents. Pour Gérard Thomazon, l'apport du Réseau TEPOS s'est traduit par une véritable accélération de l'appropriation politique : en donnant l'exemple des pionniers, le territoire a vu une finalité d'action concrète, au-delà des grands objectifs. Enfin, Yannick Régnier nous a parlé de l'importance de la dimension de coopération territoriale par un témoignage humain et sensible.

>> Retrouver les interventions dans la vidéo de la plénière de clôture

A partir de	Intervention
01:36:28	Stéphane Chatelin, directeur de l'Association négaWatt
01:44:41	Madeleine Charru, chargée de projets, déléguée aux partenariats et au projet associatif de Solagro, marraine du Réseau TEPOS
01:51:08	Jacky Aignel, ancien maire du Mené, parrain du Réseau TEPOS
01:59:42	Gérard Thomazon, Maire de Bussière Saint Georges, Vice-Président de Creuse Confluence et du Syndicat Est Creuse, membre du Réseau depuis 2021
02:09:30	Yannick Régnier, Association Biovallée, animateur du Réseau TEPOS de sa création à 2021"